

Unité départementale des Alpes Maritimes  
Tour Hermès, 64-66 route de Grenoble,  
06286 NICE

Marseille, le 29/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **KERRY FLAVOURS FRANCE SAS**

QUARTIER SAINTE MARGUERITE - BP 82067  
Usine du Plan de Grasse CD304  
06131 GRASSE

Références : 2022\_524  
Code AIOT : 0006400337

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement KERRY FLAVOURS FRANCE SAS implanté QUARTIER SAINTE MARGUERITE - BP 82067 Usine du Plan de Grasse CD304 06130 GRASSE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07/12/2021 pris suite aux constats de la dernière visite du 07/09/2021.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KERRY FLAVOURS FRANCE SAS
- QUARTIER SAINTE MARGUERITE - BP 82067 Usine du Plan de Grasse CD304 06130 GRASSE
- Code AIOT : 0006400337
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : oui

La société KERRY FLAVOURS SAS (ci-après KERRY) exploite sur la zone industrielle du Plan, à Grasse (06) un établissement de fabrication d'arômes à destination de l'industrie agro-alimentaire.

Cet établissement est une installation classée pour la protection de l'environnement Seveso Seuil bas et son exploitation est soumise à autorisation par l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2000 modifié par les arrêtés préfectoraux du 10 novembre 2005 et du 15 avril 2011.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Récolement de l'APMD du 07/12/2021

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'inspection des installations classées a constaté que les mesures correctives mises en œuvre par l'exploitant suite aux constats relevés lors de la visite précédente sont satisfaisantes.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prevention de la pollution des eaux	Article 1.2.1-2) de l'AP du 07/12/2000	AP de Mise en Demeure du 07/12/2021, article 1	Sans objet
2	Transfert des eaux usées	Article 1.2.2-2)-b de l'AP du 07/12/2000	AP de Mise en Demeure du 07/12/2021, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions rappelées par l'arrêté de mise en demeure précité sont respectées. Aucune suite n'est proposée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prevention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/12/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.2.1-2) de l'AP du 07/12/2000 : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols
<b>Constats :</b> Pour transférer les effluents entre le bâtiment des extraits naturels et la station de traitement des eaux usées, l'exploitant a remplacé la tuyauterie flexible, située en limite de propriété sur la zone non étanche par une canalisation enterrée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Transfert des eaux usées

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/12/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.2.2-2)-b de l'AP du 07/12/2000 : Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués et aménagés pour la récupération de fuites éventuelles.
<b>Constats :</b> La canalisation de transfert des eaux usées industrielles entre le bâtiment des extraits naturels et la station de traitement des eaux usées est équipée de 2 regards permettant de vérifier l'étanchéité de la canalisation et l'éventuel colmatage. Les effluents sont pompés par déclenchement manuel. Lors de chaque transfert des effluents industriels, l'exploitant met en rétion le site. <b>Cette mesure de prévention doit être tracée dans une consigne/procédure de transfert des effluents.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet